

## La crise politique au Burundi au coeur du sommet de Dar es Salaam

RFI, 08-09-2016 Les pays d'Afrique de l'Est (EAC) se réunissent en sommet extraordinaire ce jeudi 8 septembre et demain vendredi. Les cinq pays de la communauté (Tanzanie, Kenya, Rwanda, Ouganda et Burundi) ont notamment parlé ce jeudi de la situation au Burundi, en crise depuis la candidature et la réélection contestée du président Nkurunziza. Il y a six mois presque jour pour jour, les pays d'Afrique de l'Est avaient choisi l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa pour relancer le dialogue. Six mois plus tard, le pouvoir burundais refuse toujours de rencontrer les opposants en exil du Cnared, qu'il accuse de compter des terroristes dans ses rangs.

Lors de la deuxième session du dialogue, mi-juillet, la médiation a même dû annuler la cérémonie d'ouverture car la délégation gouvernementale avait quitté les lieux. Dans ce climat de tension très vive, pouvoir, opposants et société civile avaient, chacun de leur côté, donné leur avis sur une feuille de route dans laquelle le facilitateur proposait, par exemple, la formation d'un gouvernement d'union nationale. Benjamin Mkapa a présenté ce jeudi un rapport sur le processus, pour que les pays d'Afrique de l'Est réunis dans le cadre d'un sommet extraordinaire de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) décident de la marche à suivre dans les semaines et mois à venir. Mais les pays d'Afrique de l'Est se sont contentés de rappeler leur soutien au processus, de demander l'appui de la communauté internationale et de souhaiter une issue rapide. Ils se sont également engagés à apaiser les tensions à la frontière entre le Burundi et le Rwanda, mais sans dire comment exactement. En revanche, il n'a pas été question ce jeudi de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Cette option faisait pourtant partie de la feuille de route évoquée par la médiation en juillet dernier, mais en fait, personne n'y tient vraiment. Le pouvoir burundais considère que le gouvernement actuel est déjà une équipe suffisamment large et représentative. Les opposants en exil du Cnared rejettent également cette éventualité, qui selon eux légitimerait le scrutin de 2015 et la réélection de Pierre Nkurunziza qu'ils contestent. L'ancien président Benjamin Mkapa ne veut évoquer aucun calendrier pour l'instant et rappelle que le médiateur veut amener tous les Burundais autour de la table, en précisant quand même : le Cnared n'est qu'une partie de l'opposition burundaise, il existe une autre opposition crédible au Burundi.